LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0080 du 14 au 20 Mai 2013 - Prix : 250 F CFA

Affaire Gnassingbé Kpatcha & Autres contre la République togolaise:

La Cour de justice de la CEDEAO rend sa décision aujourd'hui à Abuja P.3

Mme Awa Nana de la Cour de Justice de la CEDEAO

Kpatcha Gnassingbé

Discussions au sujet d'une possible union de l'opposition :

Patrick Lawson de l'ANC a des doutes

Patrick Lawson, vice-Pdt ANC P3

MICRO OUVERT : Thomas Kokou Ségnon N'soukpoe

"Les politiciens togolais notamment ceux de l'opposition aiment la sensation (...) nous ne pouvons plus faire la politique comme les années 90" P2

Thomas Kokou Ségnon N'soukpoe

Lutte contre le terrorisme en Afrique:

Faure Gnassingbé invite les pays riches à "honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement"

Le président Faure Gnassingbé présidant hier le débat de haut niveau au Conseil de Sécurité de l'ONU

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a invité hier lundi à New York, les pays riches à "honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement", afin de lutter efficacement contre le terrorisme sur le continent.

Suite page 5

LÉGISLATIVES 2013 :

La CENI traite ce matin les doublons issus du recensement électoral à son siège

Mme Angèle Dola Aguigah, Présidente de la CENI

Les professionnels des médias et des représentants des partis politiques sont invités à prendre part ce matin au siège de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), à l'opération de traitement des doublons (inscriptions multiples) issus des données du recensement électoral, selon un communiqué de la Commission dont nous avons obtenu copie.

Suite page 2

Justice :

Abalo Pétchélibia à la Cour de justice de l'UEMOA

Le juge Abalo Pétchélibia

L'ancien président de la Cour Suprême du Togo vient d'être nommé à la Cour de justice de l'UEMOA sur proposition de l'État togolais.

Suite page 5

MUSIQUE CONCERT SPIRITUEL

Mgr Nicodème Barrigah-Benissan a séduit le public jeudi soir au Palais des congrès de Lomé

Mgr Nicodème Barrigah-Benissan sur scène

Le concert spirituel annoncé jeudi au Palais des congrès de Lomé a tenu ses promesses avec la grande vedette de la soirée, Nicodème Barrigah-Benissan, Evêque d'Atakpamé et ancien président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR).

Suite page 2

Météo

Mardi 14 mai 2013

Matin:

Averses de pluie

25°C

Après-midi:

Orage

31°C

EDITO

Penser autrement

En tant que Togolais, nous avons du pain sur la planche. Et sur quelle planche ? Une planche assez dure. Nous ne sommes pas capables d'accepter qu'autrui pense autrement que moi. Où sommes-nous ?

Il est aujourd'hui une classe politique, se prévalant de défendre un peuple qu'ils n'hésitent pas à jeter dans les rues, qui ne sait tolérer qu'on pense autrement. Penser autrement revient simplement à devenir leurs ennemis à abattre par tous les moyens. Ils prétendent défendre cette liberté d'expression, de parole sans pour autant l'admettre, la tolérer.

Que c'est dommage pour nos hommes politiques, pardon pour ceux là qui croient aujourd'hui encore que faire la politique c'est habiter les rues et boulevards du pays à la recherche de la petite bête, du petit élément pour s'en approprier politiquement. Il manque à nos politiques de la stratégie, de la matière. Car faire la politique c'est anticiper et défendre des valeurs. Faire de la politique, ce n'est pas malheureusement crier pour crier. C'est également CONSTRUIRE. Et c'est ce job que nous vous demandons, chers politiques.

Arrêtez d'enflammer SVP ! Construisons ensemble !

Crédo TETTEH

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 99 52 05 15
Email : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse,Casier N° 78

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
Infographie : JPB
Impression : ST Louis, Doulassamé-LOME Tél :9012 3730
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Léo AYIVI (**90 19 70 25**)

LEGISLATIVES 2013 :

La CENI traite ce matin les doublons issus du recensement électoral en son siège

Les professionnels des médias et des représentants des partis politiques sont invités à prendre part ce matin au siège de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), à l'opération de traitement des doublons (inscriptions multiples) issus des données du recensement électoral, selon un communiqué de la Commission dont nous avons obtenu copie.

Mme Angèle Dola Aguigah, Pdte CENI

Démarré le 15 mars, le recensement électoral en vue des prochaines élections législatives et locales a pris fin le 30 avril. Environ 3,100 millions de personnes sont enregistrées, selon des "statistiques provisoires" de la CENI.

Après le traitement des doublons de ce jour , suivra l'étape de la génération et l'impression des listes provisoires qui seront affichées les prochains jours dans tous les Centres de Recensement et de Vote (CRV), ouvrant ainsi la période des recours.

Conformément aux dispositions de l'article 55 du code électoral, l'affichage des listes provisoires ouvre une période de recours de 48 heures auprès de chaque Commission Electorale Locale Indépendante (CELI). Les recours introduits auprès de la CELI peuvent se poursuivre auprès de la CENI, puis auprès du Tribunal de Première instance territorialement compétent, conformément à l'article 56 du code électoral.

La CENI invite "tous les électeurs à consulter lesdites listes dès affichage pour s'assurer de l'inscription de leur nom ou pour éventuellement déceler des irrégularités telle que la présence de personnes indûment inscrites et demander, le cas échéant, leur radiation sur présentation de preuves".

Rappelons que le togolais se préparent à aller aux urnes pour les élections législatives et locales, mais aucune date n'a encore été fixée pour la tenue de ces scrutins. Les dernières législatives remontent à octobre 2007. Au Togo, les députés sont élus pour un mandat de cinq ans.

POLITIQUE/MICRO OUVERT : Thomas Kokou Ségnon N'soukpoe

"Les politiciens togolais notamment ceux de l'opposition aiment la sensation (...) nous ne pouvons plus faire la politique comme les années 90"

Le 05 mai 2012, le BAC faisait une alliance par le parti au pouvoir. Quel est aujourd'hui l'état des lieux?

Merci pour cette opportunité qui m'est offerte. Il faut reconnaître que c'est un processus dans lequel nous nous sommes engagés le 05 mai 2012 en tant que formation politique de l'opposition. Nous étions les tout premiers à manifester notre désir de travailler avec le parti au pouvoir dans le sens du développement de notre pays et il faut reconnaître qu'après notre assise nationale au cours de laquelle, nous avions annoncé notre alliance avec le parti au pouvoir, nous avions été par la suite invités par les principaux responsables du parti au pouvoir. Nous avions discuté autour des conditions de cette alliance et il nous a été demandé de continuer par mener nos activités sur le terrain, le temps que notre allié puisse organiser un congrès ordinaire pour mettre en place les organes définitifs, puisque à l'époque où nous avions été invités par les principaux responsables, on nous faisait comprendre que le bureau de l'UNIR est provisoire et que là où la situation est, que nous ne pouvons pas sur le champ faire ce qu'il fallait faire. Nous avions fait chemin et par après, il nous été demandé de porter toujours notre assistance pour ce qui concerne la gestion du pays, la promotion de nos deux formations sur le terrain politique.

Cette alliance existe toujours ? Si oui, quelle appréciation faites-vous d'elle ?

Oui, je peux quand même dire que là où nous sommes, l'alliance existe. Nous pensons que c'est une bonne décision qu'a prise le bureau exécutif du BAC, parce que nous voyons aujourd'hui que, sur le terrain politique, nous avons des opportunités à saisir mais nous ne les saisissons pas en tant que formation politique de l'opposition. Il n'y a que certaines formations au sein de ce groupe qui voient la réalité et qui s'adaptent à elle y compris le BAC. C'est ça qui fait d'ailleurs que des gens nous considèrent sur le terrain politique, les gens nous appellent de temps à autres pour avoir nos points de vue sur les dossiers clés du pays. C'est un honneur pour nous de faire partie de ce conglomérat des gens qui réfléchissent sur le développement de notre pays le Togo.

Que deviennent les militants du BAC ?

Nous pouvons vous dire que, les militants du BAC sont là et à l'heure où nous sommes, ce sont eux qui travaillent en collaboration avec les militants du parti au pouvoir tant à l'intérieur (à l'Est, à l'Ouest, au Nord et au Sud). Pour ce qui concerne la sensibilisation, nos militants sont avec ceux de l'Union pour la République (UNIR, parti au pouvoir). Il en est de même pour les manifestations politiques et autres. Je peux quand même vous dire que, là où nous sommes aujourd'hui, notre alliance avec UNIR fait son bonhomme de chemin.

Bientôt les élections législatives. Est-ce que le BAC ira à ce scrutin? si oui, avec des candidats indépendants ou sera-t-il aux côtés de l'UNIR.

Pour ce qui concerne les élections législatives et locales à venir, le BAC, après avoir consulté les fédérations, s'est dit qu'il faut toujours rester à côté de notre allié, UNIR . Au BAC, nous disons que, du moment où nous avions remarqué que Faure Gnassingbé n'est pas le problème togolais et que c'est l'opposition togolaise qui est le problème de ce pays, nous devons en tant que jeunes, appelés à relever le défi, nous devons être

Thomas Kokou Ségnon N'soukpoe

du côté de ceux-là qui gouvernent le pays afin que notre contribution puisse faire que, le pays soit relevé du gouffre dans lequel il est aujourd'hui. C'est pour ça d'ailleurs que nous apprécions le discours du chef de l'Etat le 26 avril dernier (la veille de la célébration du 53ème anniversaire de l'indépendance) et nous disons qu'il revient à toute la classe politique de l'opposition de cerner la portée de ce discours et de voir en réalité ce qu'elle peut apporter comme contribution en tant que opposition pour que, les grands sujets évoqués dans ce discours, ensemble avec le chef de l'Etat, nous puissions trouver des solutions à ces défis.

Quel regard jetez-vous sur l'actualité politique dans le pays ces derniers temps ?

Il faut reconnaître que depuis 1990 jusqu'à ce jour, l'opposition togolaise commet toujours une erreur : elle utilise les mêmes stratégies de lutte qui n'apportent rien au peuple et aujourd'hui, nous voyons que la politique qui se faisait avant n'est plus celle qui se fait aujourd'hui. Les politiciens togolais notamment ceux de l'opposition aiment la sensation et nous disons que, à l'heure où nous sommes avec le retard que le Togo a accusé, nous ne pouvons plus faire la politique comme les années 90. Nous devons changer nos visions, nos stratégies. Quand nous voyons les pays autour de nous (le Ghana, le Bénin, le Burkina Faso) qui se développent, nous ne pouvons plus faire la politique politicienne qui fait que, le pays recul. Il va falloir que la classe politique de l'opposition saisissent des occasions qui se présentent devant elle pour que les grands défis qui nous attendent dans plusieurs secteurs: la santé, l'éducation, l'emploi, l'agriculture ..... , nous puissions les relever avec le pouvoir en place.

MUSIQUE CONCERT SPIRITUEL

Mgr Nicodème Barrigah-Benissan a séduit le public jeudi soir au Palais des congrès de Lomé

Le concert spirituel annoncé jeudi au Palais des congrès de Lomé a tenu ses promesses avec la grande vedette de la soirée, Nicodème Barrigah-Benissan, Evêque d'Atakpamé et ancien président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR).

Organisé par le grand séminaire interdiocésain Jean-Paul II de Lomé, ce concert vise à marquer l'année de la foi. Plusieurs chorales (de chrétiens catholiques et de chrétiens d'autres bords) ont tenu en haleine le grand public pendant environ 4 heures d'horloge. La salle de spectacles du Palais des congrès a surtout vibré lors des prestations de Mgr Barrigah-Benissan. Le Prélat a étalé tous ses talents à travers des chants pour la plupart très populaires, souvent repris par le public. Ceux qui ont fait le déplacement du Palais des congrès de Lomé ont également beaucoup ri, car de l'humour et de la danse "Cool Catché" étaient aussi de la fête.

Mgr Nicodème Barrigah-Benissan, la principale "vedette", interrogé à la fin du concert, se dit "rempli de joie", l'objectif visé ayant été atteint.

"Je suis vraiment rempli de joie, parce que mes attentes ont été dépassées. Lorsque les séminaristes m'ont approché pour me proposer un concert au Palais des congrès, j'ai pensé que le projet était trop ambitieux. Je leur ai proposé de choisir peut être un lieu beaucoup plus modeste. Et ils m'avaient assuré que les gens allaient répondre. Ce soir, je suis vraiment heureux, parce que tout s'est bien passé", a-t-il déclaré.

"Les chorales ont été à la hauteur des prestations attendues, le public a aussi bien participé. Je pense que l'objectif visé a été aussi atteint. Nous voulions annoncer Jésus-Christ, partager notre foi. Je suis heureux, car tout s'est bien passé. Vous savez, quand on organise un évènement comme celui-ci, on est quand même un peu préoccupé, de tant et tant de choses. Dieu a fait bien les choses et tout s'est bien passé. Je vais dormir heureux, le cœur plein de gratitude pour Dieu et pour tous ceux qui sont venus", a souligné le Prélat.

Mgr Nicodème Barrigah-Benissan avait présidé la CVJR de mai 2009 à avril 2012. Cette commission avait pour mission de déterminer, à travers un rapport circonstancié et détaillé, les causes, l'étendue et les conséquences des violations des droits de l'Homme et les violences qui ont secoué les fondements de la communauté togolaise de 1958 à 2005 et de proposer des mesures susceptibles de favoriser le pardon et la Réconciliation...

Réclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux.
Prochaine parution le mardi 21 Mai 2013

Affaire Gnassingbé Kpatcha & Autres contre la République togolaise:

La Cour de justice de la CEDEAO rend sa décision aujourd'hui à Abuja

La décision attendue de la Cour de justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) sera connue aujourd'hui dans la Capitale Abuja sauf cas de force majeure.

mme Awa Nana de la Cour de Justice CEDEAO

Kpatcha Gnassingbé

Le 18 avril dernier, la Cour de Justice de la Cedeao dirigée par Madame Awa Nana Daboya, présidente, avait analysé le dossier "Affaire Gnassingbé Kpatcha & Autres C/ la République togolaise" et avait dit y avoir lieu de rabattre le délibéré afin d'entendre les parties sur neuf (9) points nécessitant des éclaircissements : 1) la liste exacte et nominative des requérants par rapport à la requête introductive d'instance du 22 juin 2011 et à la requête additionnelle rectificative du 19 décembre 2011 et, partant, le nombre exact de requérants dans l'affaire. 2) des précisions sur la constitution d'avocats/conseils aux requérants, celle-ci est-elle obligatoire et à quelle phase ? Dès l'instruction, sous quelle forme ? Est-ce sous forme de liberté de constituer conseil ou d'obligation pour l'Etat d'en nommer d'office ? Ou à la phase du jugement ? Au cours du procès pénal, qui sont les requérants qui n'ont pas bénéficié d'assistance d'avocats et pour quels motifs. 3) y a-t-il eu une demande/décision de l'Assemblée nationale togolaise portant refus de la levée de l'immunité parlementaire de M. Kpatcha ; si oui, la produire ; si non, éclairer la Cour sur les motifs de la non-levée de son immunité parlementaire. 4) sur l'effectivité des conseils/avocats des requérants pendant le procès, expliquer dans quelles mesures les requérants ont bénéficié de l'assistance effective d'avocats, si non expliquer pourquoi ils n'en ont pas bénéficié. 5) à quel instrument juridique se réfèrent les requérants pour indiquer qu'ils ont droit au libre choix de leur médecin ? Le Togo est-il signataire de cet instrument ? 6) la Cour souhaiterait avoir des bases ou indicatifs suivant lesquels le conseil des requérants évalue les préjudices pour en solliciter réparation. 7) le rapport de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) fait-il une distinction entre les catégories de préjudices et par individu pour chacun des requérants ; produire cette distinction le cas échéant. 8) qui sont les requérants qui n'ont pas été entendus par la CNDH et pourquoi ? 9) il est nécessaire de produire le rapport portant constat des médecins qui ont eu à examiner les requérants ayant subi des violences physiques à caractères inhumains tels que conclut le rapport de la CNDH.

En clair, et nous le disions dans notre parution du 30 avril dernier que c'est la réouverture des débats qui est ordonnée par toutes ces interrogations. Tour à tour donc, le conseil de Gnassingbé Kpatcha & autres et celui de l'Etat togolais devront passer devant les juges pour se défendre, argument contre argument. Ce qui sera de nature à amener la Cour communautaire à prendre une décision juste. Les requérants ayant posé un problème de violation de leurs droits à l'occasion du procès pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Pour rappel, après le verdict de la Cour suprême togolaise du 15 septembre 2011 condamnant entre autres Gnassingbé Kpatcha pour vingt ans d'emprisonnement ferme avec déchéance civique, le pouvoir de Lomé a saisi la Commission nationale des droits de l'homme afin qu'elle diligente une enquête impartiale et indépendante sur les allégations de torture faites à la barre en septembre 2011, durant le procès pour complot contre la sûreté de l'Etat d'avril 2009. Il donnait ainsi suite à la recommandation de la Cour suprême qui avait estimé, à l'issue du procès, ne pas avoir suffisamment de preuves pour se prononcer sur ces allégations de tortures.

Finalement, on pouvait lire dans le rapport final de la CNDH du 15 février 2012 que "à la lumière des faits, la Commission constate qu'il a été commis sur les détenus des actes de violence physique et morale à caractère inhumain et dégradant. La Commission n'a pas pu toutefois établir que ces actes ont été commis sur instruction des autorités de tutelle desquelles relèvent les structures où ces personnes ont été détenues".

La question que l'on se pose est de savoir si réellement les avocats de Kpatcha Gnassingbé disposent-ils de réponses et de ce fait de tous les éléments que réclament les juges de la Cour communautaire ?

Crédo TETTEH

Discussions au sujet d'une possible union de l'opposition :

Patrick Lawson de l'ANC a des doutes

***Le vice président de l'ANC, Patrick Lawson dans une interview accordée à nos confrères de Palunion.com affirme que " nous devrions faire en sorte que l'union de l'opposition ne devienne pas l'éclatement des partis…* "**

A ce stade de compréhension et d'engagement, si engagement réel il y a du côté de nos hommes politiques de l'opposition à cheminer ensemble, sans accros et coups bas, le commun des mortels doit être resté sur sa soif à lire ces quelques lignes venant de la part de Patrick Lawson. Au moment où leurs militants souhaitent pour une fois que leurs leaders laissent de côtés leur égo, pour évoluer ensemble vers un lendemain meilleur, chercher à jouer encore à la confusion, ne refléterait que l'impossibilité ou l'incertitude qui anime les leaders de l'opposition lorsqu'ils entendent parler de cette nécessité d'être ensemble.

Chaque état major fait ses calculs pour voir comment pérenniser ses intérêts et jouer coûte que coûte les premiers rôles. On n'hésite même pas à classifier les amis d'hier et même d'aujourd'hui et surtout à faire de développements qui ne tiennent pas la route. Devant une situation d'urgence, il faut réagir. A la question de notre confrère de PA LUNION de savoir si au niveau de son parti l'ANC, ils sont pour ou contre cette union, le Vice-président Patrick Lawson affirme sans convaincre " que lorsqu'on crée un parti, c'est que, on va à la conquête du pouvoir ". Autrement dit tous les partis politiques travaillent pour conquérir le pouvoir. Et s'ils veulent conquérir, c'est une question de lutte partisane et continuelle. Et à Patrick Lawson d'affirmer que " lorsqu'on a senti le besoin de créer ce parti, c'est que, il y a des nuances idéologiques ou des différences idéologiques. Il y a les cheminements qui sont différents, et il y a la façon de percevoir la lutte politique qui peut également différer. Mais aujourd'hui, nous sommes face à une situation qui nécessite que, pour tous ceux qui aspirent à l'alternance au Togo, la démocratie, l'Etat de droit, doivent constituer la plate forme minima, sur laquelle ils peuvent se battre ". Comment donc constituer cette plate forme minima si déjà certains partis politiques se voient plus représentatifs en terme d'aura et de militants que d'autres ? Quand est-ce que nos partis politiques de l'opposition devront apprendre à laisser de côté leur égo et à minimiser les calculs politiques lorsqu'il s'agit de l'intérêt commun ?

Patrick Lawson, vice-président ANC

Aujourd'hui, nous pouvons dire sans nous tromper que les jours sont encore loin pour arriver à cette union de l'opposition, tant les stratégies, méthodologies et intérêts divergent. Et ce n'est pas Patrick Lawson qui nous démentira si lui-même affirme que " quand vous voulez construire quelque chose ensemble, il faut mener des réflexions. Le rythme qui est celui de l'un n'est pas forcement celui de l'autre.

Nous devrions parvenir à cette synchronisation du rythme, pour ne pas donner l'impression de forcer l'autre à faire quelque chose qu'il n'a pas encore construit dans sa démarche et au sein de son parti. Il y a certains partis, le seul chef peut décider. Il y a d'autres partis comme le notre, il faut aller vers la base ". La messe est dite pour cet espoir de voir les politiciens de l'opposition cheminer ensemble sans cache-cache, sans dribles, sans tacles même si le vice-président de l'ANC marque une certaine volonté d'aller à cette union. " Nous, nous voulons qu'ensemble, on puisse faire cette union ", dixit le second responsable du parti orange. Qui donc ne veut pas de cette union ? Les militants ou les dirigeants politiques des autres entités? S'agit-il d'une marque de prudence ou de résistance ?

Pour Patrick Lawson, il ne s'agit donc " pas de se précipiter pour faire une alliance électorale qui nous discréditerait définitivement dans ce pays. En fait, ce n'est pas la méfiance. C'est des méthodes différentes de travail. Ce ne sont pas des reproches. Nous constatons tout simplement que nous avons des méthodes différentes ". A quand la dissipation des doutes chez Patrick Lawson ? Pour une unité d'actions ? Pour demain ou après demain?

Crédo TETTEH

Zozo

DES AGENTS DE SÉCURITÉ BLESSÉES ET DES DÉGÂTS "TRÈS IMPORTANTS" DANS DES VIOLENCES SAMEDI À NIAMTOUGOU

Une trentaine de forces de sécurité ont été blessées (dont un cas grave) et des dégâts "matériels très importants" enregistrés lors des heurts samedi dernier à Niamtougou (environ 450 km au nord de Lomé) entre forces de l'ordre et habitants, selon un communiqué officiel rendu public.

Ces affrontements font suite à l'incarcération d'un enseignant, après une "vive altercation" avec des agents des forces de sécurité, souligne le communiqué.

"Dans la journée du mercredi 8 mai 2013 aux environs de 9h, alors que le cortège présidentiel s'ébranlait vers l'aéroport international de Niamtougou, le nommé Tadouna Apéta, enseignant de philosophie de son état, a tenté de traverser la voie, en violation des mesures sécuritaires d'usage. Suite à son refus d'obtempérer, une vive altercation a opposé l'intéressé aux agents des forces de sécurité présents sur les lieux et qui lui intimaient l'ordre de respecter les consignes sécuritaires. Après le passage du convoi présidentiel, le sieur Tadouna Apéta a été interpellé, gardé à vue, puis déféré dans le cadre d'une procédure judiciaire engagée pour violences sur un représentant de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions", explique le communiqué lu sur les médias d'Etat. "Malheureusement, suite à ce déferrement, un groupe de manifestants munis d'armes blanches diverses, se sont attaqués le samedi 11 mai au commissariat de police de la ville de Niamtougou qui a été totalement mis à sac. Grâce à l'intervention des forces de l'ordre venues en renfort, le calme a été restauré en fin de journée. Toutefois, on dénombre des dégâts matériels très importants et une trentaine de blessés au sein des forces de sécurité dont un grièvement, actuellement en réanimation au CHU de Kara", précise le texte, soulignant que Tadouna Apéta a "été remis en liberté dès hier samedi et a pu regagner son foyer".

JUSTICE-COUR/APPEL-INAUGURATION

La Cour d'appel Kara inaugurée ce 07 Mai 2013

Le Premier Ministre Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu a présidé mardi la cérémonie d'inauguration et de remise officielle des infrastructures de la Cour d'Appel de Kara (environ 420 km au nord de Lomé) sur le site même dudit bâtiment.

La construction de ce bâtiment s'inscrit dans le cadre du Projet d'Appui à la réforme de la Justice et à la Promotion des Droits de l'Homme (PAJDH). Le projet est financé par l'Union européenne sur les 9ème et 10ème Fonds Européen de Développement (FED).

Les travaux de construction de ce bâtiment ont été effectifs entre septembre 2010 et février 2013. C'est un immeuble à deux niveaux comprenant une grande salle d'audience de 534 places, deux petites salles d'audience de 112 places chacune, une salle des avocats, une des huissiers, une des jurés, une des témoins, une autre des prévenus, une salle des scellés, deux autres salles de délibération, une bibliothèque, un magasin, 53 bureaux, 9 salles d'attente, un hall d'accueil, un bar et une cantine.

D'un coût global de près de 1,040 milliard de F.CFA, le bâtiment de cette Cour d'appel entièrement meublé et équipé, contribuera à l'amélioration du fonctionnement et des performances des services public de la justice.

Zozo

JUSTICE-COUR/APPEL-INAUGURATION

Le Premier Ministre Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu a présidé mardi la cérémonie d'inauguration et de remise officielle des infrastructures de la Cour d'Appel de Kara (environ 420 km au nord de Lomé) sur le site même dudit bâtiment.

La construction de ce bâtiment s'inscrit dans le cadre du Projet d'Appui à la réforme de la Justice et à la Promotion des Droits de l'Homme (PAJDH). Le projet est financé par l'Union européenne sur les 9ème et 10ème Fonds Européen de Développement (FED).

Les travaux de construction de ce bâtiment ont été effectifs entre septembre 2010 et février 2013. C'est un immeuble à deux niveaux comprenant une grande salle d'audience de 534 places, deux petites salles d'audience de 112 places chacune, une salle des avocats, une des huissiers, une des jurés, une des témoins, une autre des prévenus, une salle des scellés, deux autres salles de délibération, une bibliothèque, un magasin, 53 bureaux, 9 salles d'attente, un hall d'accueil, un bar et une cantine.

Il est implanté dans le quartier administratif communément appelé "chantier rouge", pas trop loin de la prison civile de la ville.

D'un coût global de près de 1,040 milliard de F.CFA, le bâtiment de cette Cour d'appel entièrement meublé et équipé, contribuera à l'amélioration du fonctionnement et des performances des services public de la justice.

MEET-ETUDIANTS-MANFESTATIONS

Des responsables du MEET

A l'appel du Mouvement pour l'Epanouissement de l'Etudiant Togolais (MEET) - l'un des principaux mouvements estudiantins - des étudiants ont massivement fait le déplacement du Campus, afin d'écouter leurs "leaders" lors d'une ag mercredi dernier sur le campus. Après l'AG, ces étudiants se sont rendus à la Primature pour un sit-in. Etait à la tête des étudiants, Awuidi Kodzo, président du MEET.

Le Premier ministre, Séléagodji Ahoomey-Zunu les a reçus et les a rassurés : "Je voudrais d'abord vous remercier d'être venus, d'être restés en ordre, de ne pas faire de la violence et de ne pas chercher à créer des situations irréversibles".

"Vous avez souhaité que je vienne vous parler, alors vous voyez que ce sont des sujets sur lesquels il n'y a pas de débat, ni de discussion. Vos aides et allocations, ce sont des choses auxquelles vous avez droit. Vous n'avez pas besoin de manifester pour les obtenir. Vos responsables sont informés que les chèques sont déjà positionnés et toutes les tranches vous seront payées. Il n'y a aucun refus de la part du gouvernement".

Après les déclarations du Premier ministre, les étudiants sont retournés sur le campus, mais ils ont décidé d'observer "campus mort" pendant 72 heures à compter de ce mercredi.

"Les propos du chef du gouvernement ne nous satisfont pas, c'est pour cela que nous avons lancé ‘’campus mort’’ pour 72 heures à compter de ce mercredi. Depuis 7 mois que les cours ont repris à l'Université, nous n'avons pas encore reçu une seule tranche d'aide", a indiqué Awuidi Kodzo, qui averti que "Si nous n'avons pas reçu de virements sur nos comptes, (...) nous allons adopter d'autres stratégies, afin que nous puissions rentrer dans nos droits", a-t-il averti.

TOGO/ELECTIONS LEGISLATIVES

La position actuelle de l'Union Européenne

"L'Union européenne a décidé de rester en dehors de l'organisation du processus électoral proprement dit, en attente d'une approche plus consensuelle (...)", a déclaré jeudi dernier Patrick Spirlet, le chef de la Délégation de l'UE au Togo à l'occasion d'une réception offerte par ce dernier dans le cadre de la journée de l'Europe. Le gouvernement était représenté par le ministre d'Etat en charge des affaires étrangères Elliott Ohin.

M. Patrick Spirlet, chef de la Délégation de l'UE au Togo, au micro

Plusieurs autres ministres, ainsi que d'autres personnalités parmi lesquelles les ambassadeurs Nicolas Warnery de la France, Joseph Weiss d'Allemagne et Mme Khardiata Lo Ndiaye, Coordonnatrice résidente du Système des nations Unies et Représentante résidente du PNUD au Togo, étaient présents à la fête dans le jardin de la Délégation de l'UE.

Certains responsables de partis politiques de l'opposition dont Jean Pierre Fabre de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) et Maurice Dahuku Péré de l'ALLIANCE ont aussi participé à la fête. Léopold Gninginvi, l'ex-secrétaire général de la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA, opposition) était aussi présent.

Après avoir rappelé le rôle que joue aujourd'hui l'Europe "partout dans le monde" dans certains "dossiers stratégiques", le chef de la délégation de l'UE au Togo s'est appesanti sur les relations entre l'UEs et le Togo, ainsi que le processus électoral en cours en vue des prochaines élections dont la date n'est pas encore connue.

Selon M.Spirlet, L'UE a décidé de "rester en dehors de l'organisation du processus électoral proprement dit, en attente d'une approche plus consensuelle, tout en poursuivant son accompagnement par l'observation électorale nationale et par toute activité favorisant l'esprit civique, les droits de l'Homme et la participation de toutes les forces vives du pays".

"Nous suivrons néanmoins de très près, le processus en portant une attention particulière à la mise en œuvre de tous les garde-fous qui puissent renforcer la crédibilité et la transparence des opérations électorales clé", a-t-il souligné.

"Un autre débat sur la scène politique est également en cours sur la question des réformes constitutionnelles, débat qui a généré des frustrations importantes. Si certaines propositions ont été faites, si certains engagements ont été pris, l'essentiel est que le débat national qui doit les sous-tendre, puisse avoir lieu dès que possible", a-t-il indiqué M.Spirlet.

Pour le haut responsable européen, l'approche de l'UE est de "favoriser le dialogue et les mesures qui pourraient aider à résoudre la crise de confiance profonde qui mine le pays".

"Certes, les tentatives de dialogues ont souvent avorté, certes les propositions sont parfois difficilement conciliables, mais nous ne voyons pas d'autre voie que ce dialogue, que l'engagement de tous les acteurs à favoriser l'apaisement, que le passage par des élections crédibles pour définir les rapports de force politiques, que l'engagement de tous, société civile, militants, défenseurs des droits de l'Homme, à œuvrer pour une Togo réconcilié", a-t-il martelé.

"Le Togo a un rôle important à jouer dans la sous-région, il a un potentiel de développement économique substantiel qui devrait lui permettre de répondre aux besoins d'une population encore trop touchée par la pauvreté. Mais, c'est seulement un Togo réconcilié avec lui-même et avec son histoire qui pourra répondre durablement" aux différents défis, a précisé M. Spirlet.

Pour le ministre togolais des affaires étrangères, les prochaines élections ne "dérogeront pas à la règle de transparence, de justice et d'équité".

M.Ohin a invité le chef de la Délégation de l'UE au Togo à "rester le porte-voix" du Togo auprès de son Institution en vue d'accompagner davantage le gouvernement togolais qui s'est résolument engagé à parachever le processus de démocratisation, de réconciliation nationale et de consolidation de l'Etat de droit au Togo, dans un esprit de dialogue, d'ouverture et de consensus national".

Les togolais se préparent à aller aux urnes pour les élections législatives et locales, mais pas encore de date pour ces scrutins.

Le recensement électoral démarré le 15 mars, s'est achevé le 30 avril dernier. Plus de 3 millions de personnes ont été enregistrées, selon des "statistiques provisoires" de la CENI.

LUCARNE :

6 questions à Zaouli Bi Théophile, président des réfugiés ivoiriens sur le camp d'Avépozo

Quelle est aujourd'hui, la situation sur le terrain?

Zaouli Bi Théophile: Je pense qu'il faut d'abord parler de ce qui a amené cette situation. Pour cette année, le HCR avait promis une autonomisation des réfugiés et nous avait promis 150.000 F.CFA par réfugié: 120.000 F.CFA en espèces et 30.000 F.CFA échelonnés sur trois mois à raison de 10.000 F.CFA/mois. Tous les réfugiés avaient estimé que ce montant était insuffisant. Alors, les femmes se sont levées et ont décidé de manifester pour montrer au HCR que le montant était insuffisant. Le Coordonnateur national d'assistance aux réfugiés a dit qu'il était prêt à discuter avec les femmes, mais à condition qu'elles arrêtent leurs manifestations. Elles ont refusé de cesser les manifestations. Il est revenu une deuxième fois. Nous-mêmes, nous avons mené une démarche vers ces femmes, afin de leur expliquer qu'on n'engage jamais de manifestations sans discuter. Automatiquement, elles nous ont traités de vendus et de traitres. Elles ont estimé que nous travaillons pour l'Etat togolais.

Au fait, au lieu de parler de l'augmentation de la subvention du HCR, des vivres qui avaient été interrompues, elles parlent plutôt de voyage. C'est après qu'on s'est rendu compte qu'il y a des gens qui manipulaient les femmes dans leurs manifestations. Ils ont fait croire à ces femmes que si les choses ne vont pas sur une terre d'asile pour les réfugiés, le HRC peut les déplacer. Les manipulateurs leur ont dit de résister et de continuer, qu'il y aura la réinstallation. Ils disaient à ces femmes: +résistez, nous avons un avocat en Europe, la diaspora ivoirienne nous soutient. Nous serons réinstallés, nous avons douze Ongs à l'extérieur qui nous soutiennent (...) +.La manifestation des femmes s'est alors poursuivie avec son corollaire de rumeurs. On nous dit: +ivoiriens et ivoiriennes, les numéros HCR que nous avons sont de faux numéros, le site sur lequel nous sommes actuellement n'existe pas dans les documents du HCR. Genève a donné des instructions à Cotonou de nous donner au moins 1 million chacun, etc. +. On est allé de rumeurs en rumeurs et les femmes ont embarqué tout le monde sur le site, si bien que chaque matin, ces femmes font une liste de présence pour prendre les noms des femmes absentes, car celles qui ne viennent pas sont considérées comme des opposantes à leurs manifestations.

Pour atteindre leurs objectifs, ces femmes ont empêché leurs enfants d'aller à l'école. J'ai pris mon courage à deux mains et j'ai appelé à la radio, tous les enfants à aller à l'école. J'ai failli perdre la vie ce jour-là. Pour ces femmes, mieux vaut une année blanche, qu'une vie blanche.

Zaouli Bi Théophile

Aujourd'hui le calme est revenu, mais les femmes continuent leurs manifestations, car elles croient toujours à leur voyage.

Mais vous êtes le président de tous les réfugiés sur le site. Comment avez-vous géré la situation?

Vous savez que nous sommes des réfugiés, donc des indigents. Et quand quelqu'un dit: je vais vous emmener en Europe, il est clair que quand des gens croient en de tels arguments, vous ne pouvez rien. Moi, mon rôle, c'est de leur dire que c'est du faux. Nous sommes 3.500 réfugiés sur le site d'Avépozo et des gens ont scanné des documents qu'ils ont envoyés à leurs Ongs en prenant 1.200 F.CFA par personne, soit une somme totale de près de 4,8 millions de F.CFA qu'ils ont collectées. C'est de l'arnaque. Ensuite, ces mêmes personnes appellent la diaspora ivoirienne partout en Europe pour demander de l'aide. Les gens les aident. Ils ont même créé une Ong appelé +Sillons d'espoir+ pilotée depuis la France et ayant un relais à Accra. Donc l'argent transite par ce circuit avant d'atterrir chez les femmes sur le site.

Comment analysez-vous cette situation?

C'est de l'arnaque. Vous savez que quand on est pauvre, on est prêt à vendre son âme au diable. Ce qui fait que les gens sont prêts à tout, parce qu'ils espèrent un hypothétique voyage. Je vous appends que dans le groupe, il y a près de 500 réfugiés qui sont arrivés de la Côte d'Ivoire, tout simplement parce qu'on leur a dit qu'ils peuvent voyager à partir du Togo. Les gens leur ont pris 50.000 F.CFA par tête à Abidjan, sans compter les frais de voyage. Quand ils sont arrivés sur le site, ils ont encore pris chez eux 30.000 F.CFA par personne. Et ce monsieur qui a organisé cela a disparu du site. Ils ont manipulé les femmes et certains hommes et ils les ont engagés dans des manifestations sans discussions. A un moment donné, je ne savais plus dans quel monde j'étais. J'ai fait la politique en Côte d'Ivoire et j'avais du mal à comprendre qu'on engage des manifestations sans discussions. J'avais du mal à comprendre que nous sommes des réfugiés et que nous ne voulons pas discuter avec le HCR, malgré les deux visites sur le site du ministre de la sécurité. Quand le ministre de la sécurité était venu sur le site et a demandé aux femmes d'arrêter leurs manifestations et de discuter avec le HCR et qu'en cas d'échec des discussions, il viendrait lui-même. Ce jour-là, le manipulateur en chef (aujourd'hui aux arrêts) est sorti pour inviter les femmes à +résister, à aller jusqu'au bout+.

Vous confirmez que le HCR a plusieurs fois, affiché son intention de discuter avec les réfugiés ivoiriens installés sur le site d'Avépozo? Et pourquoi les discussions n'ont pas évolué?

Si vous avez la bande de l'arrivée à Lomé de l'ambassadeur de la Côte d'Ivoire au Ghana, surtout le jour où il a rencontré la communauté des réfugiés, vous verrez que le représentant du HCR a demandé aux femmes et aux réfugiés de venir à la table de discussions et qu'il est ouvert au dialogue. Alors pourquoi les discussions n'ont pas évolué? A une discussion sérieuse, il était difficile de poser le problème de voyage. A une telle discussion, on ne pouvait que parler de l'augmentation de la subvention, or les gens avaient fait d'autres calculs. Ils veulent voyager, il leur est difficile de dire à la table de négociation, qu'ils veulent voyager. Voilà la difficulté.

Vous vous reconnaissez dans le mémorandum qui a été déposé au HCR?

Ce sont ceux qui sont à la base des manifestations des femmes qui ont rédigé ce mémorandum.

Quel appel avez-vous non seulement à l'endroit de vos frères ivoiriens au Togo, mais aussi des togolais?

D'abord à l'endroit de mes frères et sœurs ivoiriens: Actuellement, nous autres avons tout perdu. Particulièrement chez moi, ils ont tout brûlé: mes diplômes, les documents de mes parents, mes documents HCR, mes vêtements, mes machines à coudre, mes caméras etc...Actuellement je n'ai plus rien. J'ai une famille, tout est parti dans les flammes. Ce n'est que mon cas. Ils ont brûlé la clinique du site, ils ont même tabassé l'une des infirmières et sa moto calcinée. Quand les gens disent que c'est la gendarmerie togolaise qui a mis le feu, ce n'est pas vrai. Le patriote, ce n'est pas celui qui soutient son frère dans le faux. Les gaz lacrymogènes ne peuvent pas brûler les tentes et les cases de manière sélective. Je dirais des gaz lacrymogènes télécommandés. On connaît ceux qui ont brûlé les tentes, puisque tout le monde cite leur nom sur le site. Comme l'enquête est en cours, nous laissons la procédure judiciaire aller jusqu'au bout.

Nous avons tout dit à nos frères, nous leur avons dit que les manifestations étaient maladroites. Ils ont refusé. Aujourd'hui, Je crois que nous sommes tous dans le regret, eux-mêmes regrettent. Nous demandons aux togolais que ce n'est pas tous les réfugiés ivoiriens qui sont dans cette affaire. Tous les réfugiés ivoiriens au Togo ne sont pas d'accord avec ce qui se passe, surtout ceux de la ville. Ils se sont carrément démarqués des manifestations. Même sur le site, certains ne sont pas d'accord et ils sont obligés de se cacher. Il faut reconnaître que la grande majorité ne se retrouve pas dans ces manifestations. C'est plutôt un groupuscule manipulé.

Je voudrais demander à nos frères togolais qui nous ont bien reçus au départ et qui continuent de bien collaborer avec nous, de nous faire confiance et de ne pas se laisser emporter par la colère. Car très sincèrement, l'ivoirien est beaucoup plus à l'aise au Togo que dans n'importe quel autre pays. Nous demandons tout simplement pardon à la communauté togolaise. Nous remercions le président de la république Faure Gnassingbé, car lorsque nous sommes venus à Lomé, il nous a donnés le statut direct de réfugiés, nous ne sommes pas passés par la demande d'asile, comme le cas dans tous les autres pays. Nous remercions aussi le ministre de la sécurité qui a été vraiment très patient, il a bien voulu discuter avec nous. Il nous a aussi donné de conseils. Nous remercions aussi le Coordonnateur national d'assistance aux réfugiés qui nous donné assez de conseils. Tous ceux- là ont été très bien avec nous et nous ne pouvons pas leur rendre la monnaie de cette manière.

Lutte contre le terrorisme en Afrique:

Faure Gnassingbé invite les pays riches à "honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement"

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a invité hier lundi à New York, les pays riches à "honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement", afin de lutter efficacement contre le terrorisme sur le continent.

Le président Faure Gnassingbé présidant hier le débat de haut niveau au Conseil de Sécurité de l'ONU

Le président togolais a présidé le débat de haut niveau ce lundi sur ce thème au Conseil de sécurité de l'ONU. C'est le Togo qui assure la présidence tournante du Conseil de sécurité pour ce mois de mai.

Pour lutter contre le terrorisme, "il est urgent que les pays partenaires honorent leurs engagements en matière d'aide publique au développement. La crise n'autorise pas les pays donateurs à respecter leurs engagements d'atteindre 0,7% du PIB d'ici 2015", souligné Faure Gnassingbé.

L'aide publique au développement (APD) a baissé de 4% en valeur réelle entre 2011 et 2012, et ce après avoir baissé de 2% en 2011, selon le dernier rapport de l'OCDE pour l'année 2012, a-t-il noté.

"L'APD globale s'est élevée à 125,6 milliards de dollars en 2012, soit 0,29% de la richesse nationale cumulée des différents bailleurs de fonds contre 0,31% en 2011. Pour les pays du Comité d'aide au développement (CAD), les chiffres de l'APD sont passés de 133.716 millions de dollars en 2011 à 128.356 millions de dollars en 2012. Il s'agit là de la plus forte baisse depuis 1997! Cela ne me parait pas juste alors qu'on sait que les pays pauvres doivent relever de nouveaux défis dont ils ne sont pas responsables et qui sont le résultat visiblement de l'industrialisation forcenée des pays riches", a-t-il fait remarquer, affirmant que les chiffres "sont suffisamment clairs et parlent d'eux-mêmes. Les défis sont immenses, les besoins financiers impressionnants (….)".

"Le terrorisme est un phénomène planétaire qui nécessite une gouvernance au niveau mondial. Il frappe tous les jours des centaines d'innocents et endeuille des populations entières et son spectre hante le continent africain. La bande sahélo-saharienne, qui traverse l'Afrique d'Est en Ouest, est confrontée à une multitude de défis d'ordre sécuritaire, à savoir la montée de l'extrémisme religieux, de l'islamisme radical, du terrorisme, des trafics en tous genres, notamment d'êtres humains, de drogue, d'armes et de la criminalité organisée, etc. Il s'agit bien d'une des menaces les plus préoccupantes de notre temps", a poursuivi Faure Gnassingbé.

'Présents notamment au Mali, au Nigéria, en Algérie, en Somalie, au Kenya, en Ouganda et ailleurs, les groupes terroristes, retranchés dans le désert, deviennent de plus en plus actifs. Ils plongent leurs racines dans les pays africains dont le faible niveau de développement constitue un terreau fertile pour leurs activités, avec comme toile de fond des conflits tribaux, des frontières poreuses et des problèmes sociaux. Le terrorisme est la conséquence d'interactions entre des facteurs politiques, sécuritaires, économiques, sociaux et environnementaux. Il est lié à la pauvreté, à un faible niveau de gouvernance, à la corruption, et au sous-développement", a-t-il indiqué.

"Si on ne donne pas aux Gouvernements africains les moyens de mener une politique anti-terroriste efficace et durable en privant ces groupes de leurs +armées+, il est fort à craindre de voir se consolider non seulement un arc terroriste allant de la Mauritanie au Nigeria et se prolongeant jusqu'à la Corne de l'Afrique, mais aussi de voir se développer une zone de non droit, pour les trafiquants du monde entier", a averti le président togolais.

"Des liens se créent entre les narcotrafiquants présents dans le Sahel et des groupes mafieux européens comme la Camora en Italie ou les groupes latino-américains qui échangent expériences et expertises. Le terrorisme en Afrique dépasse largement le continent africain. Le flux de criminalité organisée y est en hausse constante. Les ports d'Afrique occidentale et le Sahel sont devenus des plaques tournantes pour les réseaux de trafic de stupéfiants en mettant en relation les fournisseurs de cocaïne d'Amérique latine et de haschisch venant de certains pays africains avec les marchés d'Europe et du Proche - Orient. Le trafic d'immigrants varie entre 65.000 et 120.000 personnes par an, le trafic d'armes légères est évalué à 8 millions de pièces dont 100.000 kalachnikovs", a-t-il précisé.

Lors des débats, le Conseil a adopté une déclaration générale, invitant surtout les Etats du Sahel et du Maghreb à intensifier la coopération et la coordination interrégionales.

Notons qu'à la fin de la séance, Faure Gnassingbé a été reçu par le secrétaire général l'ONU Ban Ki-moon.

Economie:

Face aux défis à relever, les BOSS de la CEET étaient en conclave vendredi dernier à Kpalimé

Les directeurs et les chefs départements de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) venus de toutes les régions du Togo se sont retrouvés vendredi dernier à Kpalimé dans la préfecture de Kloto, rencontre au cours de laquelle ils ont été mieux outillés sur le fonctionnement des structures de ladite société. La rencontre a été présidée par le directeur général de la CEET Gnandé Djételi.

Gnandé Djételi, DG CEET

"La CEET a beaucoup de défis à relever dont celui de rendre un service public plus rapide à la clientèle. A ce titre, il faut qu'on puisse comprendre le fonctionnement des structures afin de rendre fluides les communications" a indiqué M. Djételi.

Ce conclave a permis aux participants de réfléchir et d'échanger sur les différents rapports que chaque structure est tenue d'avoir avec la direction générale en vue d'atteindre les objectifs fixés.

Les discussions ont permis à ces directeurs et chefs départements de mieux cerner les organes de gestions et les attributions de la CEET.

Les thématiques développés ont porté sur la présentation de la CEET, la pratique administratif, le document administratif, l'ajustement dans la pratique, la contribution des secrétaires et la relation entre pratique administrative et bonne gouvernance. Les participants se sont aussi familiarisés avec les organes de gestion et le statut juridique de la CEET.

Une deuxième rencontre va réunir un second groupe de directeurs et chefs départements de la CEET du 24 au 25 mai prochain toujours à Kpalimé et portera sur les mêmes sujets.

Rappelons que la CEET est, confrontée ces dernières années à des fraudes sur les compteurs électriques, situation qui lui occasionne un manque à gagner d'environ 20 milliards de F.CFA chaque année.

Le Brésilien Roberto Azevedo sera le nouveau patron de l'OMC

Le diplomate brésilien Roberto Azevêdo sera le successeur du Français Pascal Lamy à la tête de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).Pour les analystes, ce choix n'est autre que le signe du rôle fort croissant des pays émergents. Une majeure partie des Etats membres a soutenu la candidature de celui qui était jusqu'alors le représentant de son pays auprès de ladite organisation. Il était en lice contre Herminio Blanco, le candidat du Mexique.

Le Brésilien Roberto Azevedo nouveau directeur de l'OMC

Diplomate et haut -fonctionnaire, Roberto Carvhalo Azevedo est âgé de 55 ans. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur obtenu à l'Université de Brasilia - Brésil, il a représenté son pays, le Brésil en qualité d'ambassadeur aux Etats -Unis et en Uruguay. Le nouveau Directeur de l'OMC qui prendra ses fonctions à compter du 1er septembre 2013 a également été Vice -ministre des Affaires économiques dans son pays dont il était le représentant auprès de l'OMC depuis 2008.

Roberto Carvhalo Azevedo en déposant sa candidature pour succéder au Français Pascal Lamy, avait estimé qu'en cas de son élection, il aurait " la possibilité de faire avancer le Doha Round ", puisque sachant où se situent les points de blocages que sont l'accès au marché dans trois domaines : les biens industriels, l'agriculture et les services….

"Le système de l'OMC doit être actualisé, sinon il sera bientôt incapable de faire face aux demandes de notre monde qui a beaucoup changé depuis l'Uruguay Round (1986-1994). Certains membres craignent que si l'on se penche sur la compatibilité de l'organisation avec le monde actuel on négligera les problèmes urgents. C'est la raison pour laquelle il faut régler la question du Doha Round au plus vite", a ajouté le candidat brésilien et très prochainement premier responsable de l'OMC.

C'était en décembre 2012 que le Brésil a présenté la candidature de Roberto Carvalho de Azevêdo au poste de Directeur Général de l'OMC pour succéder au Directeur Général actuel, Pascal Lamy, dont le mandat arrive à expiration le 31 août 2013. Il faut rappeler que l'Organisation Mondiale pour le Commerce (OMC) s'occupe des règles régissant le commerce international entre les pays et pour tâche principale de favoriser l'ouverture commerciale. Elle rassemble 157 pays membres et a été mise sur pied en janvier 1995 et son siège est basé à Genève en Suisse.

© Ekoué Satchivi

Zozo

JUSTICE : ABALO PÉTCHÉLIBIA À LA COUR DE JUSTICE DE L'UEMOA

Le juge Abalo Pétchélibia

L'ancien président de la Cour Suprême du Togo démit de ses fonctions en juin 2012 à la suite d'une décision qu'il a prise accordant la liberté provisoire sous caution à l'homme d'affaires togolais Bertin Sow Agba incarcéré dans l'affaire dite "d'escroquerie internationale", vient d'être nommé à la Cour de justice de l'UEMOA sur proposition de l'État togolais. C'est ce que rapporte le site d'information togoinfos.

Nommé en 2008 président de la Cour Suprême du Togo, Abalo Pétchélibia a fait parler de lui en septembre 2011 en présidant le procès Kpatcha Gnassingbé et en condamnant à des peines allant de trois mois à 20 ans d'emprisonnement la plupart des accusés alors que ceux-ci réclamaient leur remise en liberté pour cause de "torture" subie à l'Agence nationale de renseignement (ANR).

"Des témoins des faits ont indiqué à l'époque que durant toute la semaine du procès, Abalo Pétchélibia prenait son café tous les matins au Palais de la présidence avant de se rendre au Palais de justice pour ouvrir les audiences. Mais il a suffi qu'il prononce le verdict qui lui a été amplement dicté par les officines obscures de la Présidence de la République, pour que les portes de ce palais lui soient subitement fermées. Sans doute pour effacer les soupçons de son affinité avec le palais", relate togoinfos.

DEVELOPPEMENT

L'Union européenne (UE) a octroyé au Togo, une subvention non remboursable de près de 11 milliards de F. CFA (environ 16,7 millions d'euros) pour le secteur de l'eau et de l'assainissement en milieu semi-urbain, avons-nous appris jeudi dernier auprès de la Délégation de l'UE à Lomé.

Ce don s'inscrit dans le cadre de son "Initiative OMD" destinée à accélérer l'appui aux Objectifs du Millénaires pour le Développement.

La cérémonie de signature de cette convention de financement se déroulera vendredi à Lomé entre le ministre en charge de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire, coordonnateur National du Fonds européen de développement (FED), Mawussi Djossou Sèmodji et Patrick Spirlet, le chef de Délégation de l'UE au Togo.

Ce financement vise à mettre en place des infrastructures d'approvisionnement en eau potable pour environ 200.000 personnes dans au moins 28 localités semi-urbaines de la Région Maritime.

Il permettra également de renforcer les capacités des acteurs en charge de l'assainissement et de rationaliser le cadre stratégique d'intervention en assainissement.

Le projet prévoit aussi de renforcer les capacités du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hydraulique Villageoise dans la Région Maritime et au niveau du ministère, notamment par la formation et la qualification de ses agents, la rénovation et l'équipement de sept bureaux, au niveau régional et des six préfectures.

Le ministère de la santé verra également ses capacités renforcées de façon que le cadre stratégique national d'intervention en assainissement puisse être mis en œuvre, en coopération avec tous les acteurs concernés.

Zozo

ECONOMIE-BIA-CONVENTION

Une signature de convention de cession d'une partie du capital de la Banque Internationale pour l'Afrique (BIA)-Togo est intervenue le mardi 07 mai 2013 à Kara entre le gouvernement Togolais représenté par le ministre des Fiances et de l'Economie, Adji Otèth Ayassor et le groupe marocain Attijari Wafa Bank représenté par son PDG, Mohammed El Kettani.

Au terme de cette convention qui intervient après un processus qui a duré un an, le Togo cède au groupe marocain Attijari Wafa Bank qui s'est intéressé à la privatisation de la BIA-Togo, 55% de son capital. Les 45% restant étant détenus par des investisseurs privés, l'actionnariat national et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa).

Le ministre Ayassor a remercié le groupe Attijari Wafa Bank qui s'est intéressé à la privatisation de la BIA-Togo et s'est félicité de l'aboutissement heureux de ce processus. Il a précisé que cette banque comme toutes les autres banques sera un instrument entre les mains du Togo en ce sens qu'elle contribuera au financement de l'économie du pays. Le ministre de l'Economie et des Finances les a rassurés que le Togo est heureux de les accueillir et espère qu'ils contribueront au développement du pays.

Le Président Directeur Général du groupe Attijari Wafa Bank, Mohammed El Kettani a également remercié le ministre de l'Economie et des Finances, indiquant que ce jour est un grand jour pour le groupe qui a entrepris une stratégie de développement africain.

INCENDIES-MARCHES-DECES

Etienne Kodjo Yakanou, l'une des 24 personnes en détention préventive dans l'affaire des incendies qui ont ravagé courant janvier, le marché de Kara (nord) et le principal bâtiment du grand marché de Lomé, est décédé vendredi dernier dans la soirée d'un "arrêt cardiaque", selon un communiqué du Procureur de la république Poyodi Essolissam rendu public samedi soir.

"Dans la journée du vendredi 10 mai aux environs de 14H, le sieur Etienne Kodjo Yakanou en détention provisoire dans l'affaire des incendies des marchés et autres biens publics et privés perpétrés courant janvier 2013 a été admis au Centre médical des armées du Camp de la gendarmerie nationale, suite à un malaise. Dès son arrivée dans ledit centre, la prise en charge a été immédiate et le personnel soignant ayant diagnostiqué une crise de paludisme, lui a administré le traitement approprié en prescrivant notamment de la quinine et du sérum en présence constante de son épouse qui était à son chevet", explique le communique lu sur les médias d'Etat..

"Malheureusement, aux environs de 19H30, son état de santé s'est subitement aggravé entraînant son évacuation d'urgence au CHU Sylvanus Olympio où son décès est survenu avant sa prise en charge. La veille, son infirmier traitant après l'avoir examiné, avait commencé un traitement antipaludéen. Le certificat de causes de décès établi par le médecin traitant, fait état d'une mort survenue par arrêt cardiaque", souligne le texte.

Membre de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC, parti de l'opposition de Jean Pierre Fabre), Etienne Yakanou est le président de la Sous-section Ave-Maria et Conseiller au Bureau Fédéral du Golfe Sud-Ouest.

DANYI-DEVELOPPEMENT

Komlan Edem Adjidjonou a été élu à la tête du Conseil d'administration de l'Ong "Centre pour l'Ecologie et le Développement" (CED) pour un mandat de trois ans, à l'issue d'une Assemblée générale tenue le week-end dernier à Danyi. M.Adjidjonou succède à Bouraïma Olagboyé. C'est la grande salle de réunion de l' Ong qui a servi de cadre à cette rencontre qui a permis aux participants - une vingtaine - de passer en revue les activités de l' institution pour le compte de l' exercice 2012.

En dehors de son programme principal baptisé "RDES-PLATEAU" qu'elle a piloté en 2012, l'Ong a mené certaines activités dont les ressources mobilisées pour un montant de 19. 690.958 de F.CFA dont 14.135.744 de F.CFA pour la radio "La voix du plateau Danyi", un instrument de travail de l'ONG CED. Les dépenses sont estimées à 15.756.986 de F.CFA, soit un écart de plus de 3.933.972 de F. CFA.

Libre opinion :

POURQUOI JE CRITIQUE, L'OPPOSITION TOGOLAISE !

Suite & fin

S'IL N'y avait pas la presse et les syndicats, qui font 90% du boulot des partis politiques de l'opposition, le pouvoir peut dormir tranquille pendant cinquante ans encore ! Parce que d'opposition, on n'en trouve pas de trace utile dans le pays depuis belle lurette !

...Pourquoi avons- nous une piètre classe politique au Togo ? Je pense qu'il y a trois raisons imbriquées :

.1.) La dictature de 38ans, qui n'a pas permis la formation d'une classe polique responsable. Aucun pays de la sous- région n'a connu une dictature continue et ininterrompue pendant 38ans ! le Bénin, et le Ghana par exemple, ont connu, chacun, une dizaine de coups d'Etat, mais les régimes militaires avaient une durée de vie toujours inférieure à 5 ans (sauf pour KEREKOU et RAWLING) et ont, malgré tout, permis un renouvellement des acteurs politiques. Au Togo, les intellectuels de tous bords ont cautionné la dictature d'Eyadema, par opportunisme, par intérêt égoïste, par peur, ou par lâcheté. Quand la révolution éclata en 1990, tout le monde cria haro sur Eyadema, même ceux qui allaient, le soir, dîner à Lomé II ! Les opportunistes ont noyauté la transition démocratique, qui a capoté, après avoir, tout de même, réussi à doter le pays d'une Constitution acceptable, le 14 octobre 1992. Les partis politiques se créèrent par dizaines, mais n'avaient ni les moyens, ni les ressources humaines nécessaires et suffisantes pour survivre et former les masses populaires. Seuls l'UFC, le CAR, l'UTD, la CDPA, le PDR et bien sûr, le RPT, émergèrent…L'épreuve des consultations électorales de 1993 montra la nature immature des partis d'opposition, puisque le candidat Edem KODJO, candidat à la présidentielle de cette année là, était donné largement gagnant, face au redoutable GNASSINGBE EYADEMA ! Mais l'égotisme des leaders politiques joua à fond, et tout fut torpillé !...

. 2) Le refus de démocratisation au sein même des formations politiques. Depuis 1990, de tous les partis politiques, seul, le RPT a fait des changements dans son organigramme ! Le RPT a connu 5 ou 6 Secrétaires Généraux et 5 ou 6 bureaux politiques différents, bien qu'Eyadema soit toujours resté le Président du Parti. Dans l'opposition, Gilchrist Olympio est toujours à la barre de l'UFC, Mr AGBOYIBO ne s'est éclipsé (?) qu'il y a deux ans à peine, de la dircetion du CAR ; il en est de même d'Edem KODJO (de l'UTD à la CPP), et de Léopold GNININVI, de la CDPA. La relève ne s'est pas organisée, et c'est plus par dépit que ces leaders ont accepté s'effacer, sans avoir sérieusement préparé les partis à un débat démocratique interne. Les militants de l'UFC avaient espéré une passation de pouvoir en douce, entre Gilchrist Olympio et son dauphin Jean-Pierre FABRE, mais celui-ci était tellement pressé et maladroit, que la rupture était inévitable. L'implosion de l'UFC et sa scission en UFC + ANC, a fragilisé toute l'opposition, qui se cherche désespérément.

. La crédulité du peuple togolais …

Le 21 Novembre 1966, Lomé s'est réveillée avec des manifestations de

Dr David IHOU

rues, pour réclamer la démission du Président Nicolas Grunitzky, Président de la République. Le coup d'Etat militaro-civil avorta de justesse, et EYADEMA réajusta in extrémis la situation. Ce qu'on avait appelé " le complot des avocats ", en référence à Me KUTUKLUI, et Me KOUASSIGAN, qui seraient à la base du putsch échoua ; c'est ce jour-là qu'EYADEMA devait prendre le pouvoir, mais, ce matin-là, des Loméens avaient commencé à crier à des compatriotes originaires du Nord du pays, de rentrer chez eux ! La démission de Benoît Yaya MALOU et Pierre ADOSSAMA du gouvernement, avait sonné le glas du gouvernement GRUNITZKY… puisque, moins de deux mois après, le 13 janvier 1967, l'Armée prit le pouvoir ! Des notes confidentielles, que nous avons lues, rapportent des discussions houleuses entre un avocat, (appelons-le Me X) proche du Président déchu Grunizky, et les avocats KUTULKUI et KOUASSIGAN, a Paris :

L'avocat K : " Comment pouvez-vous faire confiance à un militaire qui a avoué avoir abattu un Président élu ? "

Me KUTUKLUI : " Nous nous sommes trompés. On nous a joué !…"

[Conversations entre les 3 avocats, enregistrées par un service de renseignement, sur la terrasse d'un café parisien]

A l'image des deux avocats supposés putschistes, certains togolais croient aveuglément tout ce qu'on leur raconte ! Avant 2010, si vous parlez mal de Mr Gilchrist Olympio, on vous voue aux gémonies ! J'en sais quelque chose, puisque j'étais l'un des rares togolais à critiquer " FO Gil " ! C'était comme si vous critiquez Dieu en personne ! Aujourd'hui, ses lieutenants d'hier (FABRE, Patrick LAWSON, Isabelle AMEGANVI) sont impitoyables envers lui, et l'abreuvent de tous les noms d'oiseaux ! Un homme politique est fait pour être critiqué, parce qu'il ne peut jamais avoir l'adhésion de 100% de ses concitoyens ! Même Dieu n'a pas ce privilège ! Cela recommence avec Jean Pierre FABRE. Si vous le critiquez, à juste titre d'ailleurs, on vous traite de tous les noms d'oiseaux … jusqu'au jour où ses propres partisans l'abreuveront de torrents d'injures !

Quand Zeus Ajavon a lancé son CST (Collectif Sauvons le Togo) et décrété trois jours de marche et de sit-in, les Togolais le suivent aveuglément, sans savoir ce que veut et ce que peut faire le CST réellement ; sans savoir vraiment qui est Zeus AJAVON et ses autres amis promoteurs du CST. Quand la Synergie des Travailleurs (STT) a été créée récemment, même scenario ! Les travailleurs suivent, sans éplucher, pour voir ce qu'il y a sous le vernis de la syndicaliste en jupette, Nadou Lawson, ou ce que valent les deux toubibs WALLA et TSOLENYANU ! Deux morts en deux mois de gestion de la STT ! Après, tout le monde verse des larmes de crocodile !

Tout ce gâchis togolais est dû au refus de démocratisation dans tous les domaines dans notre pays. Tous les cinq ans, on doit faire un congrès dans un parti ou un syndicat, et on élit de nouveaux dirigeants, ou on reconduit, si la majorité est d'accord, certains (ou la totalité) des anciens dirigeants ! C'est comme cela, en démocratie ! Et quand un parti subit un revers électoral, le N°1 du parti, par humilité, par respect pour sa propre personne, doit démissionner, quitte à ce que les militants et les autres dirigeants du Parti le supplient de rester à la barre !

Tout ce que nous avons reproché au Général EYADEMA, c'est d'avoir voulu s'accrocher au pouvoir pendant 38 ans. C'est le même reproche qu'on fait à tous les autres leaders politiques d'aujourd'hui ! EYADEMA, lui, au moins, acceptait certaines critiques. Le peu de Togolais qui " avaient les couilles " et qui lui adressaient des critiques, le savent bien…

Mon oncle, IHOU Faustin ne me démentirait pas, lui qui avait osé adresser un télégramme signé de son nom et prénoms, pour lui reprocher d'être promu Général, en revenant des obsèques de Léon M'BA ! Eyadema l'avait fait venir au palais, et devant tous les officiers réunis, lui a expliqué comment se donnent les grades dans l'armée !

" Je ne suis pas convaincu " lui avait répondu mon oncle, qui vient de nous quitter seulement, il y a neuf mois ! Il a fait tout de même deux mois de cellule, à la gendarmerie !

Dr David IHOU

Grande croisade de prières et de guérison de "Compassion - Groupe du Réveil":

L'Evangéliste-ministre Kofi Esaw a drainé du monde au Palais des congrès de Lomé le samedi dernier

LA SALLE de spectacles du Palais des congrès de Lomé était trop exigüe pour contenir des milliers de personnes venues assister le samedi dernier à la grande croisade de prières et de guérison, organisée par "Compassion - Groupe de Réveil" dirigé par l'Evangéliste-ministre Kofi Esaw.

Evg. Kofi Essaw

Munis pour la plupart de foulards blancs, les fidèles chrétiens présents ont prié, chanté et loué l'Eternel pendant près de 7 heures d'horloge. Un écran géant a été positionné à l'entrée du Palais pour permettre à ceux qui n'ont pas pu trouver de place dans la salle, de participer à cette "fête" de prières axée sur le thème: "Jésus sauve et guérit. Jésus t'aime, il a compassion".

La séance a démarré par des chants de louange, moment au cours duquel, la salle a vibré pendant près d'une demi-heure. Tout le monde a chanté, dansé et magnifié le Seigneur, même le journaliste de l'Agence Savoir News.

Après ce moment de chaleur dans la salle (alors qu'il pleuvait abondamment à l'extérieur), les Révérends et Pasteurs François Kossi Abama et Gaston Anani Kodjovi se sont succédés à la tribune. Toute l'assistance a prié pour le Togo et surtout pour les dirigeants notamment le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé. Le Rév .Gaston Anani a surtout mis l'accent sur le pardon. Pour ce dernier, le pardon dans le contexte biblique n'est ni une réparation, ni une restitution. Mais plutôt un acte fort du fond de cœur.

"Nous devons oublier le passé douloureux et l'histoire tribale. Les togolais ont intérêt à se pardonner. Car nous devons faire du Togo, un seul peuple", a-t-il souligné.

François Abama et Gaston Anani ont invité l'assistance à prier, afin que les prochaines élections législatives se déroulent dans la paix. Evangéliste-ministre Kofi Esaw a abondé dans le sens, invitant les togolais à la prière. Il a fustigé le comportement de certains pasteurs qui se font la "guerre". "Il faut l'unité dans le corps du Christ. Nous devons rester unis pour affronter satan, l'ennemi", a-t-il martelé.

Dans sa prédication, il a emballé toute la salle pendant près d'une heure, avant de laisser la place au témoignage d'une jeune fille (gracia) sur l'existence du paradis et de l'enfer, l'un des temps forts de cette croisade. Elle a tenu en haleine toute la salle pendant près d'une heure à travers son récit ponctué d'exemples.

L'autre temps fort de cette croisade, est le moment des miracles et des guérisons. Des sourds ont entendu, des paralytiques ont abandonné leurs béquilles, etc. dans une ambiance pleine d'émotions.

"Nous devons prier parce que la sagesse des hommes ne suffit pas. Nous devons recevoir la sagesse de Dieu, car sans lui, nous ne pouvons rien faire. Cette croisade vise également à répondre aux besoins des gens: problèmes de maladies, de foyers, de possession démoniaque, etc. ", a expliqué à des journalistes à la fin de la croisade, l'Evangéliste-ministre Kofi Esaw.

La retraite d'un icône mythique du football :

Sir Alex Ferguson tire sa révérence à la tête de Man United

Fils d'Alexander Beaton Ferguson, un plaqueur dans l'industrie de la construction navale, et de son épouse, Elizabeth Hardie, Alex Ferguson est né à la maison de sa grand-mère sur Shieldhall Road, Govan, le 31 décembre 1941, mais a grandi dans un immeuble au 667 Govan Road (qui a depuis été démoli) où il vivait avec ses parents ainsi que son jeune frère Martin. Il a fréquenté l'école primaire Broomloan Road et plus tard Govan High School, et soutenu les Rangers.

Sa carrière de joueur

La carrière de joueur de Ferguson a commencé comme amateur avec le Queen's Park, où il fait ses débuts comme attaquant à 16 ans. Il a décrit son premier match comme un " cauchemar ", mais a tout de même marqué pour le Queen's Park un but qui n'empêchera pas une défaite de 2-1 contre Stranraer. Comme Queen's Park était une équipe amateur, il a également travaillé dans les chantiers navals de Clyde comme apprenti. Son match le plus notable pour les Queen's Park est sûrement la défaite 7-1 face à Queen of the South au lendemain de Noël 1959, lorsque l'ex-international anglais Ivor Broadis a marqué quatre des buts de Queen of the South. Ferguson a été le seul buteur de Queen's Park. Bien qu'il ait marqué 20 buts lors de ses 31 matchs à Queen's Park, il ne pouvait pas prétendre à une place régulière sur le terrain, et a donc rejoint St. Johnstone en 1960. Bien qu'il ait continué à marquer régulièrement à Saint Johnstone, il était encore incapable d'être titulaire indiscutable, et suggérait souvent sa libération au club.

Ferguson était en dehors des plans du club et a même envisagé de quitter l'Écosse pour le Canada, mais l'incapacité de St. Johnstone à faire signer un attaquant a conduit le manager à titulariser Ferguson pour un match contre les Rangers, où il a marqué un hat trick dans une victoire surprise de son club. Dunfermline le fait signer l'été suivant (1964), et Ferguson est alors devenu professionnel. La saison suivante (1964-1965), Dunfermline fut un sérieux challenger au championnat écossais, et a également atteint la finale de la Coupe écossaise, mais Ferguson a été laissé de côté pour la finale après une mauvaise performance dans un match de championnat contre St. Johnstone. Dunfermline perdit la finale 3-2 face au Celtic et a échoué à un point du championnat écossais.

La saison 1965-1966 a vu Ferguson marquer 45 buts en 51 matchs avec Dunfermline. Avec Joe McBride du Celtic, il a été le meilleur buteur de la Ligue écossaise avec 31 buts. Il a ensuite rejoint les Rangers pour 65 000 £, un montant record pour un transfert entre deux clubs écossais. Il a été blâmé pour un but que son équipe a concédé lors de la finale 1969 de la coupe d'Écosse, dans un match où il a été désigné pour marquer le capitaine du Celtic, Billy McNeill, et a ensuite été forcé de jouer pour l'équipe juniors du club au lieu de l'équipe première. Selon son frère, Ferguson était si bouleversé par l'expérience qu'il a jeté sa médaille " de la défaite ". Il y a eu des allégations selon lesquelles il aurait subi une discrimination chez les Rangers après son mariage avec sa femme, Cathie qui est catholique.

Cependant, Ferguson lui-même a indiqué clairement dans son autobiographie que les Rangers étaient au courant de la religion de sa femme quand il a rejoint le club, et qu'il a quitté le club avec beaucoup de regrets, suite à la finale de coupe ratée. Au mois d'octobre suivant, Nottingham Forest voulait signer Ferguson, mais sa femme ne tenait pas à se déplacer en Angleterre à ce moment, il a donc signé à Falkirk. Il a été ensuite promu entraîneur-joueur, mais quand John Prentice est devenu manager, il a enlevé les responsabilités de management à Ferguson. Celui-ci a répondu en demandant un transfert et a signé à Ayr United, où il a terminé sa carrière de joueur en 1974.

Le début prometteur de sa carrière d'entraîneur

En juin 1974, Ferguson a été nommé manager de East Stirlingshire, à l'âge relativement jeune de 32 ans puis à Saint Mirren à partir de 1974 et jusqu'en 1978, celui d'Aberdeen en juin 1978, remplaçant Billy McNeill qui avait entraîné le club pour une saison avant que lui soit offerte la possibilité d'entrainer le Celtic. Ferguson a conduit Aberdeen à encore plus de succès la saison suivante (1982-1983). Ils s'étaient qualifiés pour la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe après avoir gagné la coupe d'Écosse, et ont à la surprise générale sorti le Bayern Munich, qui avait battu Tottenham Hotspur 4-1 au tour précédent.

Ferguson fit partie du groupe d'entraîneurs de l'équipe nationale écossaise lors des qualifications pour la Coupe du monde 1986, suite au décès de Jock Stein le 10 septembre 1985 à la fin du match contre le Pays de Galles (1-1), dans lequel l'Écosse se qualifia pour un match de barrage contre l'Australie. Ferguson accepta rapidement de prendre en charge l'équipe nationale écossaise pour le match de barrage contre les Australiens, puis à la Coupe du monde 1986. Pour lui permettre de remplir ses obligations internationales, il a nommé Archie Knox co-manager à Aberdeen.

Bien que Ferguson soit resté au club durant l'été, il a finalement rejoint Manchester United , lorsque Atkinson a été limogé en novembre 1986.

Enfin à Old Trafford

Ferguson a été nommé manager à Old Trafford le 6 novembre 1986. Au début, il s'inquiétait que nombre de ses joueurs, tels que Norman Whiteside, Paul McGrath et Bryan Robson soient alcooliques et déprimés par leur niveau de condition physique, mais il a réussi à renforcer la discipline et l'unité des joueurs et a réussi à terminer la saison à la 11e place, après avoir été 21e (avant-dernier) lors de prise de relais.

Ferguson subit une tragédie personnelle trois semaines après sa nomination, lorsque sa mère Elizabeth mourut d'un cancer du poumon à l'âge de 64 ans. Il subit une défaite 2-0 lors de son premier match face à Oxford United FC le 8 novembre, mais sept jours plus tard, il enchaine par un match nul face à Norwich City nouvellement promu, puis par une première victoire (1-0 à domicile face à QPR) le 22 novembre. Les résultats s'améliorèrent au fur et à mesure que la saison avançait, et ils enregistrèrent leur seule victoire à l'extérieur contre leurs rivaux de Liverpool lors du Boxing Day ; il était clair que United était sur le chemin de la guérison. L'année 1987 a commencé sur une bonne note avec une victoire 4-1 contre Newcastle United, et les résultats se sont progressivement améliorés dans la seconde moitié de la saison, avec d'occasionnelles défaites sur le chemin, et le club termina 11e dans le tableau final. Ferguson a nommé à la fin de saison Archie Knox, son assistant à Aberdeen, comme son adjoint à Manchester United.

Au cours de la saison, United a joué dans des matchs amicaux contre la sélection nationale des Bermudes et contre Somerset County Cricket Club dans le cadre de la tournée de l'équipe des Bermudes en Angleterre. Dans le match contre le Somerset, à la fois Ferguson lui-même et son assistant, Archie Knox, ont joué le match, avec Knox même monté sur la feuille de match. Ce match reste la seule apparition Ferguson pour l'équipe première de Manchester United.

Son premier titre de championnat

À la fin de saison 1991, l'assistant de Ferguson, Archie Knox partit pour les Glasgow Rangers pour devenir l'assistant de Walter Smith ; Ferguson promut l'entraîneur de l'équipe de jeunes Brian Kidd pour le rôle de directeur adjoint à la place de Knox. Il recruta également deux joueurs - le gardien Peter Schmeichel et le défenseur Paul Parker - pour renforcer son équipe. Il y avait beaucoup d'anticipation sur la percée du jeune Ryan Giggs, qui avait joué deux fois et a marqué une fois durant la campagne 1990-1991, et l'émergence d'un autre jeune ailier, Lee Sharpe, qui, malgré sa jeunesse avait fait que Ferguson n'acheta pas de nouveau joueur pour prendre le relai de Danny Wallace sur l'aile gauche. Il recruta également l'ukrainien Andrei Kanchelskis sur l'aile droite, lui donnant ainsi une alternative plus offensive que les milieux droits âgés qu'étaient Mike Phelan et Bryan Robson.

En fin de saison 1992, Ferguson est parti à la recherche d'un nouvel attaquant. Il a d'abord tenté de faire signer Alan Shearer, de Southampton, mais ce dernier est allé au Blackburn Rovers. Il a également fait au moins une approche pour l'attaquant de Sheffield Wednesday David Hirst, mais le manager Trevor Francis rejeta toutes les offres pour ce joueur. En fin de compte, il paya 1 000 000 £ pour l'attaquant de 23 ans de Cambridge United, Dion Dublin, ce qui sera la seule signature majeure de l'été pour le club.

Après un démarrage lent lors de la saison 1992-1993 (ils étaient 10e sur 22 au début de novembre), il semblait que United allait encore manquer le titre de champion (maintenant la Premier League). Toutefois, après l'achat de l'attaquant français Éric Cantona de Leeds United pour 1 200 000 £, l'avenir de Manchester United, et du poste de manager de Ferguson, s'est améliorée. Cantona formait un duo solide avec Mark Hughes et ils ont tiré le club vers le haut du tableau, achevant ainsi une attente de 26 ans pour le titre de champion d'Angleterre du côté de Manchester, qui fut aussi le premier vainqueur de la Premier League. Les Mancuniens avaient terminé champions avec une marge de 10 points par rapport aux seconds Aston Villa, et c'était la défaite de ces derniers 1-0 face à Oldham le 2 mai 1993 qui avait donné le titre à United. Alex Ferguson a été élu Manager de l'Année par l'Association des managers de la Premier League.

Le premier doublé avec United

La saison 1993-1994 a ramené plus de succès au club. Ferguson a recruté le milieu de 22 ans de Nottingham Forest, Roy Keane pour un montant record dans le football britannique de 3 750 000 £ pour être un remplacement à Bryan Robson, qui était en fin de sa carrière.

Les Mancuniens ont dominé le classement de la Premier League 1993-1994 pratiquement du début à la fin. Au début de cette saison, Ferguson fut le tout premier vainqueur du trophée de Manager du mois de la Premier League, introduit au début de la saison 1993-1994, Ferguson ayant recueilli le titre en août 1993.

Puis les titres se suivent…

La saison 1996-1997 a vu Alex Ferguson guider Manchester United à son quatrième titre de Premier League en cinq saisons. À la fin de l'automne, les Mancuniens ont subi trois défaites d'affilée en championnat et ont concédé 13 buts. Ils ont également perdu leur record d'invincibilité vieux de 40 ans à domicile en Coupe d'Europe contre Fenerbahçe. Mais ils ont quand même atteint la demi-finale de la Ligue des champions, perdue face au Borussia Dortmund. À la fin de la saison, Cantona annoncera à la surprise générale sa retraite sportive. La saison 1996-97 a aussi vu la signature du norvégien Ole Gunnar Solskjaer (meilleur buteur du club cette saison) et du défenseur Ronny Johnsen, qui étaient peu chers car ils étaient peu connus en dehors de la Premier League, à leur arrivée l'été précédent, malgré cela, ils étaient des éléments clés dans le quatrième titre de United en Premier League. En tirant sa révérence au soir du 09 mai 2013, Ferguson laisse une immense richesse de trophée à ses poursuivants et une histoire qui ne finira jamais de s'écrire entre lui et les Reds devils.

Ferguson quitte ainsi la barque des Reds devils avec les honneurs en obtenant un 20è titre de championnat d'Angleterre pour Man United, son 13è personnel avec le club. Rugueux et efficace, Alex est connu pour son franc parler vis-à-vis des arbitres et bénéficie d'une clairvoyance au niveau de ces choix et des détections de talents au niveau des recrutements pour le manager des Reds devils. Toute sa carrière, Ferguson dit avoir été marqué par un seul joueur au caractère difficile et incontrôlable : le français Eric Cantona the King.

Ferguson laisse derrière lui un travail énorme et son successeur aura du pain sur la planche pour arriver à continuer sur cette même lancée. En 25 ans de carrière d'entraineur, il a gagné 38 titres pour le club et des souvenirs inoubliables pour Old trafford et ces 79 000 supporters.

Ce dimanche 12 Mai 2013 lors de la 37è journée contre Swansea (2-1) Alex a reçu un vibrant hommage de la part des supporters des diables rouges et a soulevé le 20è titre de champion d'Angleterre pour Man United et mieux encore s'inscrit dans la lignée des immortels d'Old Trafford.

J@cques

Zozo

LES ALLEMANDS AU SOMMET DE L'EUROPE EN 2013

Après des demi-finales époustouflantes entre les clubs allemands et espagnols qui ont marqué le monde du football européen avec la déconvenue des clubs espagnols, les Allemands du Borussia Dortmund et du Bayern de Munich se sont donnés rendez-vous ce 25 Mai à Wembley pour une finale de champion's league aux allures de Bundesligua.
Ce sera pour la quatrième fois dans l'histoire de cette compétition que deux clubs d'un même pays vont s'affronter en finale. Après Real Madrid CF - Valence CF en 2000, AC Milan - Juventus FC en 2003 et Manchester United - Chelsea FC en 2008.

CHAMPIONNAT D1

Au total sept matches ont été prévus pour cette première journée de la D1 dont la rencontre Maranatha/Koroki. Après le forfait de la formation de Koroki constaté par les arbitres, le public qui a fait le déplacement a eu droit à une rencontre amicale: Maranatha-Olympique FC de Kpalimé. Le 1er but de la rencontre est intervenu à la 10ème minute de jeu sur penalty, transformé par Alassani Daouda. Le score est resté inchangé jusqu'à la pause. A la reprise, les messagers ont acculé leurs adversaires durant les cinq premières minutes. Ils ont fini par céder à la pression à la 47ème minute, sur une bonne combinaison concrétisée par Alassani Daouda, qui signe son doublé. Dix minutes plus tard, Seedem Broni de Maranatha corse la mise en inscrivant le 3ème but. A la 62ème minute, Boumékpo Atsutsè de l'Olympique FC, réduit le score, sur une bolide. Le gardien de buts de Maranatha n'a fait que constater les dégâts.
Mensah Dada de Maranatha fermera le chemin des filets à la 79ème minute sur une action personnelle. Score final: 4-1 pour Maranatha.
Voici le résultat complet de la 1ere journée du championnat de D1
- AS Togo Port vs Semassi: 1 - 0
- Etoile Filante vs Kotoko: (victoire de Kotoko par forfait 3-0)
- Maranatha vs Koroki: (victoire de Maranatha par forfait 3-0)
- Tchaoudjo AC vs Unisport: 1 - 2
- Gbikinti vs Gomido: 0 - 1
- Asko vs Agaza: 2 - 0
- Foadan vs AS Douanes: 1 - 0.

"MÀZÈÊ", LE NOUVEAU SINGLE DU GROUPE "ELINAM"

Le groupe "Elinam" a été révélé au grand public avec le tube "Detsiavô" (la soupe est finie) qui a figuré sur son premier opus "Kétéké", sorti en 2011. Deux ans après, le quatuor refait un come back sur la scène musicale avec un nouveau single "Màzèê", sorti en avril dernier.
En Kabyè, "Màzèê" signifie "Je dis que…", un titre plein de sens. "Je dis que je vous connais ! Vous qui n'êtes là que quand tout va bien et disparaissez quand tout va mal. Je dis que je vous connais ! Celui qui regarde sans mot dire, n'est pas idiot…".
En fait, le groupe Elinam Chante "Màzèê" pour "tirer à boulets rouges" sur les arrivistes et autres opportunistes qui n'hésitent pas à s'attacher aux gens, rien que pour leurs intérêts…
Une voix envoûtante, Lyne ; deux guitares et voix, Marc & Elias ; une percussion percutante, Thierry… : c'est ça le groupe Elinam.
Avec ce nouveau single, "Màzèê", est un nouveau défi que tente de relever le quatuor de la World Music au Togo, avec en ligne de mire, son deuxième album, dont la sortie est programmée sur cette année.
Ce single est déjà en mode écoute sur www.myspace.com/elinammusic et sur certaines stations radio de la place.

TOGO EXPRESS

AGENCE DE DISTRIBUTION DE COURRIER

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

AFREEBIZZ
Première boutique en ligne
www.afreepress.info tél: 22 43 03 79 - 90 00 47 62

SAVOIR NEWS
La Première Agence de Presse Privée au Togo
www.savoirnews.net, l'INFO en Continu 24/24H
Tél (228) : 90 04 19 64 / 99 35 29 23/ 91 45 34 50
E-mail : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net